

Communiqué de presse

Vendredi 16 janvier 2007

Non à l'économie planifiée et aux black-out

A propos des scénarios énergétiques de la Confédération

Les perspectives énergétiques dévoilées aujourd'hui par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) démontrent à quel point les scénarios III et IV sont irréalistes et risqués. De fait, il n'y a aucune raison de modifier radicalement nos politiques énergétique et climatique. En revanche, parer au déficit en électricité qui menace constitue une priorité.

La Suisse doit s'attendre à moyen terme à des impasses en matière d'approvisionnement électrique, puis à des pénuries dès 2020. Ce constat est l'un des principaux enseignements à tirer des travaux de la Confédération sur les perspectives énergétiques. Même le scénario IV, des plus ambitieux, ne parvient pas à faire l'économie d'une nouvelle centrale nucléaire ou à gaz. Les contributions attendues de la part des énergies renouvelables et des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique se révèlent modestes. A la lumière des problèmes rencontrés dans le domaine de la géothermie profonde, il faudrait même les corriger à la baisse.

Les scénarios III et IV sont particulièrement problématiques. Ils prévoient de confier l'approvisionnement énergétique à l'État et de décharger l'économie de ce rôle. Ainsi, en cas de déficit, de nouvelles centrales combinées à gaz produiraient l'électricité nécessaire durant une période transitoire d'économie planifiée. Ces centrales dégageraient plusieurs millions de tonnes de CO₂. Pour compenser cette pollution, il faudrait doubler les prix de l'énergie (scénario III). Si on voulait éviter de faire peser une trop lourde charge sur l'économie suisse, il faudrait que les autres pays, ceux de l'UE en particulier, fassent de même, ce qui est totalement irréaliste. En janvier, la Commission européenne a présenté les piliers de ses politiques énergétique et environnementale à venir. Elle continue de miser sur le commerce de certificats d'émissions de CO₂ et sur des mesures techniques (objectifs en termes d'émissions pour les voitures présentés récemment, p.ex.). Un doublement ou un triplement des prix (scénario IV) n'est pas non plus envisagé par l'UE, car il rendrait le commerce de certificats d'émissions impossible.

Du point de vue de l'économie, le scénario I, ainsi que certaines hypothèses du scénario II, représentent une base réaliste pour prendre les décisions de politique énergétique qui s'imposent. En tout état de cause, personne ne souhaite tenter des expérimentations qui se révéleraient gravement préjudiciables pour l'économie et la prospérité. Garantir l'approvisionnement futur en électricité doit devenir la première la priorité. A cet égard, il faut tenir compte des exigences de protection du climat. Aussi le souverain doit-il être très rapidement appelé à prendre une décision à propos du nucléaire, indispensable pour garantir l'approvisionnement futur.

Pour toutes questions : Urs Näf

Téléphone : 076 330 25 56